

"Le Burundi entretient de bonnes relations avec la Turquie" (Ambassadeur)

@rib News, 13/12/2021 - Source Agence Anadolu - "Nos relations d'amitié et de coopération se concrétisent à travers la signature d'accords dans différents domaines d'intérêt commun, principalement dans les domaines de l'éducation, du commerce, de l'agriculture et de l'élevage" "Le Burundi entretient de longues et bonnes relations d'amitié et de coopération avec la Turquie", a déclaré Gérard Ntahorwaroye Bikebako.

L'ambassadeur du Burundi en Turquie a accordé une interview à l'Agence Anadolu. Il a indiqué que l'ouverture de l'ambassade du Burundi à Ankara en 2014 et celle de la Turquie à Bujumbura en 2018, ont concouru au renforcement et au développement des relations entre les deux pays, notamment en termes de la mobilité des personnes et des biens. "Nos relations d'amitié et de coopération se concrétisent à travers la signature d'accords dans différents domaines d'intérêt commun entre les deux parties, principalement dans les domaines de l'éducation, du commerce, de l'agriculture et de l'élevage", a-t-il dit. Gérard Ntahorwaroye a, cependant, déploré le faible volume d'échanges commerciaux entre Turquie et le Burundi qui, a-t-il assuré, va être amélioré. "Nous comptons l'améliorer par le biais de la sensibilisation au niveau des chambres de commerce, a-t-il noté. La Chambre fédérale du commerce et d'industrie du Burundi a signé des accords avec le DEIK (Conseil turc des Relations Économiques Étrangères). Nous encourageons ces deux entités à davantage informer les hommes d'affaires des deux pays sur les nombreuses opportunités d'échanges qu'ils peuvent exploiter". Les pouvoirs burundais ont fait montre d'une grande volonté politique en multipliant les actions de sensibilisation sur la Covid-19, en assurant une étroite collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) sur le sujet et en mettant à la disposition des populations les vaccins anti-Covid-19 dans l'optique d'éviter une hémorragie sanitaire dans le pays, a rappelé le responsable burundais. Selon lui, bien que la domination du Royaume de Belgique n'ait pas été sans conséquences négatives sur le Burundi, les deux pays entretiennent des relations cordiales. "Avant la Belgique, il y avait l'Allemagne. La domination belge ne commence qu'au terme de la fin de la Première Guerre mondiale. L'Allemagne perd la guerre et la Société des Nations, qui a donné naissance plus tard à l'Organisation des Nations unies, cède de Burundi à la tutelle belge. Notre pays venait une fois de plus de perdre sa souveraineté. Les Burundais perdaient leur liberté, la liberté de gérer la chose publique de leur pays. C'était le principal impact négatif", a-t-il expliqué. "Le Burundi, dès son accession à l'indépendance, a enclenché les relations diplomatiques avec le royaume de Belgique. Bien que ces relations aient connu des hauts et des bas, surtout sur les plans politique et économique, la Belgique reste un partenaire important comme d'autres pays de l'Union européenne." Le Burundi a vécu une crise sociale interne marquée par une guerre civile et résolue par le dialogue ayant abouti à l'accord de paix signé à Arusha en août 2000, a insisté Gérard Ntahorwaroye. "A ceci s'ajoute surtout l'accord de cessez-le-feu signé en 2003. Et ces accords ont placé le Burundi sur la voie de la démocratie. Aujourd'hui, nous avons des institutions démocratiquement fortes", a-t-il poursuivi. Certains pays avaient adopté des sanctions à l'encontre du Burundi en guerre pour le non-respect des droits de l'homme, l'absence de sécurité, de paix, stabilité etc. Tout en se voyant déjouer de la levée des sanctions par les Nations Unies et les Etats-Unis contre le Burundi, le chef de la mission diplomatique a fait savoir que cette étape est révolutionnaire de l'une des nombreuses avancées enregistrées par son pays, notamment dans les domaines politique et sécuritaire. La ville d'Istanbul accueillera, les 17 et 18 décembre courant, le troisième Sommet Turquie-Afrique. L'événement sera l'occasion d'évaluer les solutions prises lors des sommets précédents et de redoubler les efforts de croissance entre la Turquie et les pays africains, a souligné Gérard Ntahorwaroye. "Nous espérons des investissements directs turcs au Burundi. Nous souhaitons, par exemple, voir la Turquie sensibiliser ses institutions financières à ouvrir ses portes en Afrique et au Burundi en particulier", a-t-il conclu.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});